

## Relevé de conclusions

### Groupe de travail Politiques publiques du 13 mai 2025

#### Etaient présent.e.s :

Anne-Hélène Maussier – Groupe des 20  
Fabienne Chognard - SYNDEAC  
Erwan Mozet - SYNAVI  
Marion Wisquenel & François-Xavier Laborde - FEAR  
Clément Auvergne - Scènes Ensemble  
Florian Auvinet – Grand Bureau  
Aurélié Montagnon – FAMDT  
Christophe Jaillet – SFA CGT  
Marjorie Glas – coordination COREPS

**Marjorie Glas** (coord. COREPS) introduit la réunion. Elle rappelle que le plac Cacté du ministère de la Culture sera présenté le **mardi 27 mai de 10h à 12h en visioconférence**. Elle précise également que la DRAC et la Région excusent leur absence à la réunion du jour.

La prochaine réunion du groupe aura lieu le 17 juin en présentiel. Elle propose qu'y soit abordée la question du rôle que les pouvoirs publics (Etat et collectivités locales) pourraient jouer en matière de recours aux financements privés (fonds de dotation, etc.).

Elle rappelle avoir proposé la tenue d'une journée de concertation en octobre prochain mettant en présence élus et membres du COREPS. Cependant, la DRAC n'a pas encore fait de retour sur cette proposition.

#### 1- Tour d'actualité

**Fabienne Chognard (SYNDEAC)** fait part de son inquiétude par rapport à l'Etat. En dehors du programme 131 qui est acté, il n'y a aucune visibilité sur l'EAC, les résidences, les programmes 224 et 361. Les adhérents du SYNDEAC n'ont pas eu d'informations si ce n'est au goutte à goutte et ces dernières sont plutôt inquiétantes. Concernant le plan MPMD, il sera pérenne que si les collectivités s'engagent. Aujourd'hui, aucune notification n'a été reçue. S'agissant des équipes artistiques, on observe une forte baisse de l'activité – et ce de manière quasi unanime. Il y a un risque d'un effondrement de la diffusion sur 2025-26, on observe une énorme difficulté à monter des productions avec des montants en baisse. Ce constat se confirme au national : une étude menée auprès des scènes nationales montre une baisse d'activité sur 2025-26 qui serait équivalente à la baisse observée sur le total des 5 dernières années.

Concernant le projet de faire travailler le groupe sur la mobilisation des financements privés, elle considère que l'enjeu aujourd'hui est de préserver l'argent public.

**Christophe Jaillet (SFA-CGT)** constate que le GT Politiques publiques est en difficulté aujourd'hui car les politiques publiques sont en pleine déconfiture. Il est difficile de se motiver, de trouver comment améliorer les choses. Or, il n'y a pas de politique. Du côté de l'Etat comme des collectivités. Il est très dommage qu'on n'ait ni Etat ni Région autour de la table aujourd'hui. Cela perd de son sens. Les remontées actuelles des adhérents sont les suivantes : une grande dichotomie est observée entre l'instruction des services et la décision politique. Or, l'ingénierie des dossiers prend du temps et coûte cher.

**Anne-Hélène Maussier (G20 et Maillon)** rejoint l'inquiétude formulée sur les crédits de l'Etat et l'absence de réponses. Ainsi que sur les crédits de création-production et d'EAC. Tout le monde est content de cette journée de concertation qui s'annonce à l'automne.

**Clément Auvergne (Scènes ensemble)** rejoint beaucoup des interrogations, qui ont d'ailleurs déjà été soulevées il y a deux mois et qui sont restées sans réponse. Il a aussi des questions concernant le dégel, le FONPEPS. L'absence de la DRAC et de la Région empêche de fournir des réponses à beaucoup de gens en attente. Ce groupe est important à condition que la DRAC et la Région soient là. A scène ensemble, un travail est en cours sur la transition écologique et la question du Cacté.

**Florian Auvinet (Grand Bureau)** s'inscrit dans la continuité de ce qui a été dit. On manque d'informations sur les arbitrages de l'Etat, ce sont des éléments qui remontent de partout. Il y a aussi des incertitudes sur le FONPEPS et le Pass Culture à mi-année ! Le signal donné par la ministre à Bourges a été plutôt encourageant pour les musiques actuelles, elle a notamment rappelé que sur le MPMD, les musiques actuelles avaient été peu touchées et qu'elle souhaitait faire mieux. Mais les interrogations sont persistantes sur ce dispositif, son accessibilité et ses critères. Dans le contexte actuel, il est très restrictif. Grand Bureau essaie d'être en lien avec la DRAC pour voir comment travailler ces dossiers. Sur les baisses de budget dans les collectivités, il signale la publication récente d'une étude du SMA qui fait état des baisses et de leurs impacts sur les structures (impacts sur la diffusion, les actions territoriales, impacts sociaux). Grand Bureau poursuit à l'échelle du réseau un travail de concertation notamment dans le cadre du contrat de filière musiques actuelles (CNM DRAC Région). La dynamique est favorable. Il y a un attachement des partenaires à ce contrat de filière.

**Erwan Mozet (SYNAVI)** partage les inquiétudes évoquées. Il souhaitait interpeller la Région et la DRAC. Des courriers ont été faits pour être reçus à la Région, aucun retour n'a été obtenu. Il y a une inquiétude à ne même plus être considéré. Un travail de questionnaire est aussi en cours auprès des adhérents du SYNAVI.

**Marion Wisquesnel (FEAR)** fait part de la remontée de nombreuses annulations émanant de collectivités et de lieux de diffusion. Et de tensions entre lieux et compagnies. Il faut travailler ce point.

**Aurélié Montagnon (FAMDT)** exprime sa lassitude de parler à des agents qui disent que tout va bien tandis que les commissions politiques traitent différemment les dossiers. Les acteurs n'ont plus le sentiment d'être accompagnés. Il y a une dégradation de la relation de confiance entre agents et équipes. Du côté des musiques et des danses traditionnelles, beaucoup de questions se posent sur le plan ruralité : il y a eu très peu de réponses des DRAC. Ce plan aurait pu sauver une partie des coupes sur l'action culturelle, mais tout reste très flou. Il y a eu une annonce récente de l'adaptation du plan

fanfares sur une ouverture aux danses et musiques traditionnelles. Mais sans aucune visibilité budgétaire. La date butoir de rendu demandes est le 16 mai : or, les conseillers avaient une visio mercredi dernier pour identifier les critères de financement !

**Christophe Jaillet (SFA CGT)** ajoute que le 24 mai, est manifestation est prévue avec les syndicats et culture riposte. Ils espèrent associer les publics.

**Fabienne Chognard (SYNDEAC)** rebondit sur l'initiative. Au SYNDEAC, les adhérents sont invités à rejoindre les actions existantes pour prendre la parole et sensibiliser le public. Elle note aussi un accroissement des tensions entre équipes et lieux.

## 2- Réorganisation de la temporalité du groupe Politiques publiques

**Marjorie Glas** rappelle que, suite au comité de pilotage, il a été décidé que le GT Politiques publiques se tiendrai toutes les 6 semaines dans l'alternance suivante : 2 GT en bi-modalité / 1 visio en présentiel sur une durée allongée pour favoriser le travail en sous-groupes

Elle explique qu'il est également nécessaire de remobiliser le groupe sur des sujets phares.

**Clément Auvergne (Scènes ensemble)** dit préférer plus de présentiel que de visio. Il se dit d'accord sur la temporalité.

**Anne-Hélène Maussier (G20)** trouve un intérêt à ce que les collectivités soient présentes. Il faudra se mettre d'accord sur un calendrier en amont avec la DRAC et la Région.

**Fabienne Chognard (SYNDEAC)** considère que la visio est intéressante pour les personnes qui habitent loin.

**Florian Auvinet (Grand Bureau)** considère que le GT Politiques publiques est un peu particulier, il a le sentiment d'avoir un CoPil bis, d'être en représentation, le travail ne prend pas la même forme que dans les autres groupes. Il faut réfléchir sur des objets de travail concrets et voir comment on l'articule avec le Comité de pilotage. Il faudra identifier des thèmes de travail sur le long cours.

**Christophe Jaillet (SFA CGT)** revient sur le GT Festivals. Un nouveau festival sera en place à Vaulx cet été. Il peut être intéressant d'en discuter car ce festival a été créé grâce à l'intervention d'un fonds de pension américain.

## 3- Echange autour des chiffres de l'emploi et des subventions à la culture

Il a été demandé en intersyndicale de discuter les chiffres emploi et les données chiffrées des politiques culturelles au sein des COREPS.

Ces échanges seront consignés. Marjorie Glas aimerait cependant savoir ce que les organisations souhaitent en faire. S'agit-il de les remonter au national via les organisations syndicales ?

Il faut également échanger autour des sources. Les chiffres de l'emploi ont été transmis par France Travail. S'agissant du financement pas les collectivités locales, les chiffres sont plus difficiles à obtenir. Il y a beaucoup d'attentes autour de la Carto-crise de l'OPC.

**Clément Auvergne (Scène ensemble)** appelle à illustrer à travers l'emploi des situations graves. Par exemple à travers le volume de travail des compagnies.

**Christophe Jaillet (SFA CGT)** explique qu'avait été mis en évidence qu'avec le data lab, des chiffres contre intuitifs montraient un maintien de l'activité. Mais ce sont des chiffres de 2023, où on a encore les effets de la reprise après Covid. Les chiffres du FNAS montrent un effondrement sur début 25.

**Clément Auvergne (Scène ensemble)** revient sur les enjeux de travailler la diversification des financements. Il considère que le privé ne compensera jamais le public. Les objectifs sont spécifiques sur le mécénat. Et le mécénat n'irrigue pas les mêmes acteurs. Il voit peut-être un intérêt pour construire un temps de rencontre et d'acculturation avec des gens du secteur privé, pour construire de l'interconnaissance.

**Erwan Mozet (SYNAVI)** explique qu'une réflexion est en cours au sein du SYNAVI qui fait débat. Il y a une volonté de mener des combats de front, pour une dépense du financement public. Mais aussi la réalité des compagnies qui ont d'autres formes de financement. Comment, en 25-26, faire survivre des compagnies, c'est la question. Il existe de nouveaux modèles sur internet, sur twitch, avec des communautés.

**Fabienne Chognard (SYNDEAC)** rejoint Clément. Il y a une antinomie privé / service public. Les Appels à projet ont fragilisé le secteur. Si en plus il faut faire Appels à projet dans le privé, on n'en sort pas. Les dérives vers le privé sont inquiétantes. Il y a une vigilance à avoir dans l'intégration financements privés. Une vigilance pour la liberté de création et de programmation.

**Florian Auvinet (Grand Bureau)** considère qu'il s'agit d'un vrai sujet. Il y a une discussion à avoir avec les partenaires publics pour identifier ce que sont les missions d'intérêt général, retravailler la question du service public. Il y a aussi une vision du tiers secteur à avoir : on ne peut pas réduire l'analyse à une dichotomie marché / public. Les risques du marché bien sont connus dans le secteur des musiques actuelles (concentration vs diversité). Il y a un attachement à l'intérêt général. Néanmoins, il existe beaucoup d'autres initiatives qui hybrident les ressources dont on peut témoigner. On pourrait réorienter les dispositifs des politiques publiques pour soutenir ces initiatives. Y compris dans la façon de mobiliser des mécènes ou du financement privé. Il pense par exemple à la création de fonds de dotation collectifs gérés par les partenaires publics. C'est un vaste sujet qui peut être un bon objet de travail. Cela ne signifie pas un recours au marché privé capitalistique.

**Aurélié Montagnon (FAMDT)** va dans le même sens que Florian. Soulever des sujets aussi polémiques, c'est aussi une façon de faire remonter pour les acteurs ce qui n'est pas possible pour eux. Dans ce sens là, c'est un sujet qui a du sens.

**Anne-Hélène Maussier (G20 et Maillon)** rejoint sur les craintes et les dérives. Mais le recours à de nouveaux financements peut aussi être conçu comme une coopération et moyen de développer des publics. C'est un angle qui peut fonctionner. Le problème de la censure ou de l'ingérence se passe

aussi avec les collectivités. On a problème général sur les financeurs. A l'inverse, on constate qu'il y a des fonds publics qui vont sur des grosses manifestations gérées par producteurs privés.

**François-Xavier Laborde (FEAR)** appelle à aussi interroger, sur le recours aux financements privés, les distinctions urbain / rural et entre secteurs artistiques (arts de la rue, etc.)

#### **4- Organisation d'une grande concertation à l'automne autour du service public de la culture.**

**Marjorie Glas** explique que la date du 7 octobre au Marché Gare a été réservée. L'initiative est en attente de validation par la / le DRAC. Le contenu sera à discuter ensemble

Le matin en plénière pourrait être consacré à une présentation des programmes. Avec pourquoi pas une intervention de l'OPC.

Et un après-midi en ateliers thématiques :

- La diversification des financements au spectacle vivant : enjeux et modalités de mise en œuvre
- La (re)définition d'un service public du spectacle vivant : attendus partagés par les collectivités et les acteurs culturels (public, création).
- De la compétence partagée à la compétence obligatoire ?

**Clément Auvergne (Scènes ensemble)** ajoute qu'il est bienvenu de travailler en amont des municipales. Sur immission du privé, une journée est organisée à Avignon sur la question des DSP qui deviennent un cheval de Troie du privé.

Sur la matinée, il se dit favorable à écouter la présentation des programmes par les élus. Pour écouter où ils en sont. Il faudrait cependant prévoir une forme d'échanges.

**Fabienne Chognard (SYNDEAC)** ajoute que la plénière annuelle du SYNDEAC à Avignon sera publique et ouverte, le 11 juillet matin à l'Opéra. Avec des élus en soutien, pour montrer que les binômes élus / acteurs culturels existent. Elle rappelle que le SYNDEAC adhère au collectif Nos services publics. Des débats seront organisés dans différents lieux à l'automne. Le 1<sup>er</sup> aura lieu le 28 juin à Montluçon sur la liberté de création.

**Aurélié Montagnon (FAMDT)** appuie elle la thématique des compétences obligatoires.

**Christophe Jaillet (CGT)** appelle à une discussion sur l'articulation entre services culturels et le politique.